

REPUBLIQUE FRANCAISE

Commune de XXXX

dossier n° PC 045 XX XX XXXXX

date de dépôt: XXXX

demandeur: XXXX

pour: XXXX

adresse terrain: XXXX à (code postal + ville)

Affaire suivie par :
XXXX

Le Centre instructeur

à

Monsieur ou Madame l'Architecte des Bâtiments de France
Direction Régionale des Affaires Culturelles
6, rue de la Manufacture
45043 ORLEANS Cedex 01

Pièce jointe : Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) de Monsieur XXXXXXXX

Monsieur ou Madame l'Architecte des Bâtiments de France,

Monsieur XXXXXX a obtenu un permis de construire n° PCMI 045-XXXXXXXXXX pour la construction d'une habitation sur la Commune de XXXXXXXXXXXXXXXX.

A l'époque, vous aviez émis le (date) un avis favorable, assorti de prescriptions et qui ont été reprises dans l'arrêté de permis de construire.

Monsieur XXXXXX vient de déposer en Mairie sa Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT).

En application des articles R. 462-8 et L. 421-6 du Code de l'Urbanisme, je vous consulte pour savoir si vos prescriptions ont été respectées.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie de croire, Monsieur ou Madame l'Architecte des Bâtiments de France, en l'assurance de ma considération distinguée.

Fait, le (date)

Le Responsable du Centre instructeur

(Prénom / NOM)

Code de l'Urbanisme

Titre VI : Contrôle de la conformité des travaux

Chapitre I^{er} : Droit de visite et de communication

Chapitre II : Achèvement des travaux de construction ou d'aménagement

Article R462-1

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux est signée par le bénéficiaire du permis de construire ou d'aménager ou de la décision de non-opposition à la déclaration préalable ou par l'architecte ou l'agréé en architecture, dans le cas où ils ont dirigé les travaux. Elle est adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au maire de la commune ou déposée contre décharge à la mairie.[...]

Article R462-6

A compter de la date de réception en mairie de la déclaration d'achèvement, l'autorité compétente dispose d'un délai de trois mois pour contester la conformité des travaux au permis ou à la déclaration.

Le délai de trois mois prévu à l'alinéa précédent est porté à cinq mois lorsqu'un récolement des travaux est obligatoire en application de l'article R. 462-7.

Article R. 462-8 = « Le récolement porte sur la conformité des travaux aux seules dispositions mentionnées à l'article L. 421-6. »

Article L. 421-6 = « Le permis de construire ne peut être accordé que si les travaux projetés sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation des sols, à l'implantation, la destination, la nature, l'architecture, les dimensions, l'assainissement des constructions et à l'aménagement de leurs abords et s'ils ne sont pas incompatibles avec une déclaration d'utilité publique ».